



CTSD du 3 Novembre 2015

## Déclaration des syndicats de la FSU

*Dordogne*

Nous pourrions reprendre nos propos de l'année passée : « La FSU ne cesse de rappeler que les politiques d'austérité ne sont pas la solution pour la sortie de crise. La réalité du terrain nous donne de plus en plus raison : croissance quasi-nulle, chômage toujours en augmentation, diminution du pouvoir d'achat, notamment celui des fonctionnaires, dégradation des protections sociales, attaque frontale des droits de la famille ». C'est dit, mais cela ne change rien aux fonctionnements actuels de notre Gouvernement, car la situation empire. La FSU se doit de réaffirmer que l'investissement public, la revalorisation salariale, la formation, la réduction et le partage du temps de travail, relanceront l'économie d'une manière générale.

Nous ne pouvons pas, en tant que fonctionnaires d'Etat, ne pas nous indigner du sort fait à l'ensemble des fonctionnaires quant à l'évolution salariale et à l'évolution de carrières. Les annonces ministérielles concernant le PPCR sont indignes de gouvernants prônant le dialogue social : on ne passe pas en force sur un sujet comme l'évolution de carrières !

En tant que syndicat majoritaire dans l'éducation, nous ne pouvons que nous opposer aux réformes engagées, loin des problématiques et des réalités de terrain. La FSU continue de faire des propositions pour changer l'éducation, elles sont bien trop éloignées des réformes d'économies défendues par notre gouvernement.

**En Dordogne, l'analyse des chiffres donnés pour ce bilan de rentrée du premier degré**, est que le constat des effectifs confirme ce que nous disions ici même l'année passée : notre département est frappé gravement par la crise et ne permet pas aux populations de son territoire d'y rester.

Nous pouvons penser que ce constat et probablement les prévisions de l'INSEE, que vous ne nous avez pas communiquées, vont justifier pour le rectorat de nouveaux retraits de postes pour notre département. C'est un cercle vicieux que nous connaissons bien. Pourtant, dans le même temps, vous regrettez le « manque d'ambition des familles pour leurs jeunes » et le taux faible d'accès aux études supérieures. Il faut regarder quelles sont les conditions de scolarisation des enfants dans notre département. Pour beaucoup, elles consistent à prendre des transports scolaires dès le plus jeune âge, avec des durées de plus en plus longues pour se rendre à l'école, puis au collège puis au lycée...quand on n'y devient pas interne. Tout ce temps et ces dépenses qui ne pèsent que sur les habitants des zones rurales ne sont-ils pas des freins à des scolarisations et des études réussies ? Supprimer des postes, fermer des écoles ne fera qu'accroître la difficulté.

Faut-il donc continuer à diminuer les moyens de notre département rural ou permettre une politique éducative ambitieuse qui pourra peut-être freiner la désertification voire attirer de nouvelles populations ? La Dordogne a besoin de moyens pour ré-organiser une vraie formation continue qui permettrait à tous de s'adapter aux enjeux de l'enseignement, pour permettre une réelle couverture de tout le territoire par les maîtres des RASED pour aider les élèves les plus en difficulté et pour permettre la mise en place des dispositifs prévus par la loi de refondation, sans créer d'antagonisme entre les écoles du département.

**Dans le second degré**, la rentrée scolaire 2015 est dominée par la réforme du collège. Elle est *imposée*, et ce malgré une opposition et une mobilisation fortes, ne faiblissant pas. Elle commence **dès sa mise en œuvre** à poser les problèmes attendus que nous avons à maintes reprises dénoncés. L'opposition passive ou active des enseignants révèle qu'une réforme ne peut se construire CONTRE les acteurs principaux du système éducatif en dégradant leurs conditions de travail et les conditions des apprentissages de leurs élèves. La communication outrancière de Madame la Ministre, de son cabinet ainsi que celle de certaines organisations syndicales, a pris ces derniers jours une tournure caricaturale. Les pressions exercées par les différentes hiérarchies sur les enseignants pour les forcer à accepter les missions de référents, de formateurs ou pour construire des maquettes d'EPI et d'enseignement de complément, sont des « méthodes » que nous dénonçons. À la minorité qui, pour des raisons purement idéologiques, défend la réforme, nous disons combien est grande leur responsabilité face à une profession qui se sent malmenée voire méprisée et qui est épuisée donc désoptimisée.

Demander de mener de front, et l'année en cours et la préparation des quatre prochaines années vous permet d'optimiser des moyens humains en terme de quantité et non de qualité. Nous ne nions pas la nécessité d'une réforme, mais envisagerions, pour un résultat optimal, la nécessité d'une réforme progressive construite **avec** la profession et non pas **contre** elle.

Cesser d'opposer les « bons », les « méritants » et les « supposés-innovants » aux quelques 80 % qui ne feraient que leur métier, ENSEIGNER, serait une bien réelle optimisation des moyens humains.

- Nous revendiquons une réforme pédagogique qui s'appuie sur l'innovation didactique dans nos disciplines, une interdisciplinarité progressive qui développe les compétences de nos élèves en s'appuyant sur des connaissances de savoirs et de savoir-faire solides.
- Nous refusons une autonomie qui aggravera les inégalités entre les établissements et qui mettra les enseignants en situation de concurrence.

La réforme du collège s'inspire, en allant plus loin dans l'autonomie, de celle des lycées. Pourquoi donc le MEN refuse-t-il la publication du bilan de cette réforme?

**Concernant les collèges**, la problématique du rapport effectifs/divisions reste complexe quand certains choix, optimum pour certains élèves pénalisent leurs pairs ; l'exemple du collège de THENON est parlant : le refus de la création d'une 3ème supplémentaire monte l'effectif-classe à 31-32 élèves.

**Concernant les lycées**, la globalisation de la DGH implique une optimisation certes, mais une optimisation des moyens et non une optimisation des conditions de travail. Une classe de 1<sup>ère</sup> à deux filières porte préjudice : on choisit ainsi d'optimiser les moyens mais de pénaliser les élèves et leurs enseignants.

**Concernant les lycées professionnels**, le Bac Pro fête ses 30 ans cette année, mais loin de pouvoir se réjouir de la maturité acquise, nous ne pouvons que nous inquiéter de la fragilité de cette voie de formation. Là encore, le Bac Pro en 3 ans -que nous avons dénoncé à l'époque - continue de poser problème : nous avons hâte de prendre connaissance des conclusions du bilan de la réforme de la voie professionnelle.

**Concernant l'enseignement de l'EPS en lycée**, le calcul des groupes, pour les dotations horaires, fixé par filière et non par unité de classe, entraîne l'existence de groupe EPS à plus de 35 (certains établissements arrivants à 40). Cette réforme, dénoncée il y a 3 ans et n'ayant pas connue de bilan, inquiète les collègues professeurs EPS qui n'ont pas la possibilité de faire des groupes comme le souhaite la réforme du fait du manque d'installations sportives. Les batailles menées en mars, en juin et en septembre dans les établissements auprès de l'administration ne devraient pas avoir lieu, la FSU revendique une dotation de 2h par classe.

**Concernant la formation des enseignants**, l'augmentation du nombre de stagiaires 9 heures est positive : les collègues bénéficient de formations, nécessaires pour l'accompagnement à l'entrée dans le métier.

La question de l'évaluation de enseignants n'est, elle aussi, toujours pas réglée. L'alternance politique devait permettre une autre gouvernance du système éducatif, et donc permettre d'éviter cette quatrième rentrée scolaire sans progrès sur le sujet.

La FSU Dordogne et ses syndicats seront encore présents dans tous les lieux de discussions, mais aussi dans les manifestations qui défendront les Services Publics d'Education sur notre territoire.

Teddy GUITTON,

Pour les syndicats de la FSU